

**Israël - Territoires palestiniens -
Conférence pour la paix au
Proche-Orient - Reconnaissance de
l'État palestinien - Réponse de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, à une
question au Sénat**
(Paris, 17 janvier 2017)

Merci Monsieur le Président,

Monsieur le Sénateur,

La France est déterminée. Vous l'avez constaté, après la réunion du 3 juin il y a eu celle de dimanche dernier dont le nombre de participants a doublé pour atteindre 70 pays. Étaient représentés le conseil de sécurité des Nations unies dans son ensemble, le G20 unanime, la Ligue arabe et l'Union européenne. Tous ces participants ont réaffirmé, après des échanges extrêmement fructueux, la nécessité que les négociations entre les parties israéliennes et palestiniennes reprennent le plus vite possible.

Il y a urgence et je dois dire que nous avons fait l'objet de nombreuses pressions. Il y a eu des polémiques, vous les avez constatées. Elles sont à mon avis excessives, caricaturales et déplacées, qu'elles viennent du gouvernement israélien ou du Hamas qui a condamné notre rencontre en la qualifiant d'absurde.

Je crois que nous sommes sur le bon chemin. La voie est étroite, nous le savons, mais sur le terrain la situation se dégrade très rapidement, avec un risque d'accélération et d'escalade des violences que nous ne pouvons que condamner quels que soient les responsables.

Nous combattons le terrorisme, nous combattons la violence mais nous voulons aussi nous mobiliser encore davantage pour la paix au Proche-Orient. Le Proche-Orient, ce n'est pas un sujet après les autres, après la Syrie ou après l'Irak. C'est l'un des éléments de l'ensemble de la question du Moyen-Orient qu'il ne faut pas oublier, parce que cela fait des années qu'il y a cette frustration qui s'installe et cette menace de déstabilisation qui se développe.

La viabilité de l'État palestinien avec une colonisation qui s'élargit deviendra de plus en plus difficile. Sur le terrain, tout cela est ressenti à tel point que, en effet, le conseil de sécurité des Nations unies a voté la résolution 2334 le 23 décembre dernier. Elle a été très critiquée mais elle ne faisait que rappeler le droit international.

Sur la question de la capitale des deux États - Jérusalem - elle ne pourra être que le fruit d'une négociation. Toute initiative préalable comme un transfert d'ambassade serait en effet vécue comme une provocation et un risque majeur.

Vous pouvez compter sur la France pour continuer à défendre la même orientation, la même volonté, c'est-à-dire, aboutir à une négociation et à un accord pour qu'enfin, l'État palestinien soit créé, reconnu et viable./.